

La naissance maffieuse du dollar (2ème partie) -

par **Aline de Diéguez**

1 – John Fitzgerald Kennedy, le dernier président US qui osa défier les banquiers

Il est impossible de ne pas évoquer, à la suite de celle du président Lincoln, la tentative du président John Fitzgerald Kennedy de dépouiller la FED de sa puissance, tellement elle lui est parallèle. Elle eut lieu un siècle exactement après celle de Lincoln. Les coïncidences biographiques, politiques et même numérologiques qui rapprochent les destins de ces deux hommes politiques sont, il faut le reconnaître, tout à fait extraordinaires et ont fait saliver de nombreux Sherlock Holmes amateurs. Leurs morts violentes semblent les avoir liés pour l'éternité dans un parcours historique en miroir.

En effet, le 4 juin 1963, le président Kennedy signait l'Executive Order n°11,110 par lequel le gouvernement retrouvait un pouvoir inscrit dans la Constitution, celui de créer sa monnaie sans passer par la Réserve fédérale. Cette nouvelle monnaie, gagée sur les réserves d'or et d'argent du Trésor, rappelait les greenbacks et le coup de force du président Lincoln.

Executive Order 11,110 AMENDMENT OF EXECUTIVE ORDER NO. 10289 AS AMENDED, RELATING TO THE PERFORMANCE OF CERTAIN FUNCTIONS AFFECTING THE DEPARTMENT OF THE TREASURY

«By virtue of the authority vested in me by section 301 of title 3 of the United States Code, it is ordered as follows : Section 1. Executive Order No. 10289 of September 19, 1951, as amended, is hereby further amended – a. By adding at the end of paragraph 1 thereof the following subparagraph (j) : (j) The authority vested in the President by paragraph (b) of section 43 of the Act of May 12, 1933, as amended (31 U.S.C.821(b)), to issue silver certificates against any silver bullion, silver, or standard silver dollars in the Treasury not then held for redemption of any outstanding silver certificates, to prescribe the denomination of such silver certificates, and to coin standard silver dollars and subsidiary silver currency for their redemption and — b. By revoking subparagraphs (b) and (c) of paragraph 2 thereof. Sec. 2. The amendments made by this Order shall not affect any act done, or any right accruing or accrued or any suit or proceeding had or commenced in any civil or criminal cause prior to the date of

this Order but all such liabilities shall continue and may be enforced as if said amendments had not been made». John F. Kennedy The White House, June 4, 1963.

«It is interesting to note how many assassinations of Presidents of the United States follow their concern with the issuing of public currency ; Lincoln with his Greenback, non-interest-bearing notes, and Garfield, making a pronouncement on currency problems just before he was assassinated». (Cité par Mullins)

(Décret présidentiel n° 11,110 MODIFICATION DU DÉCRET PRÉSIDENTIEL N°10289, TEL QUE MODIFIÉ, RELATIF À L'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS CONCERNANT LE MINISTÈRE DES FINANCES

«En vertu des pouvoirs qui me sont conférés par l'article 301 du titre 3 du Code des États-Unis, il est ordonné ce qui suit : Article 1. Le décret n°10289 du 19 septembre 1951, tel que modifié, est à nouveau modifié par les dispositions suivantes : a. En ajoutant à la fin de son paragraphe 1 le sous-paragraphe (j) suivant : (j) Le pouvoir conféré au président par le paragraphe (b) de l'article 43 de la loi du 12 mai 1933, telle que modifiée (31 U.S.C. 821(b)), d'émettre des certificats d'argent contre tout lingot d'argent, toute argent ou tout dollar d'argent standard détenus au Trésor et non destinés à ce moment-là au remboursement de certificats d'argent en circulation, de fixer la valeur nominale de ces certificats d'argent, et de frapper des dollars d'argent standard et des pièces d'argent de plus petite valeur en vue de leur remboursement et – b. En abrogeant les alinéas (b) et (c) de son paragraphe 2. Art. 2. Les modifications apportées par le présent décret n'affectent aucun acte accompli, aucun droit naissant ou acquis, ni aucune action ou procédure engagée ou en cours dans une affaire civile ou pénale avant la date du présent décret ; toutefois, toutes ces obligations subsistent et peuvent être exécutées comme si lesdites modifications n'avaient pas été apportées». John F. Kennedy, La Maison Blanche, le 4 juin 1963.

«Il est intéressant de noter combien d'assassinats de présidents des États-Unis ont suivi leur implication dans l'émission de monnaie publique : Lincoln avec son «Greenback», ces billets sans intérêt, et Garfield, qui s'était prononcé sur les problèmes monétaires juste avant d'être assassiné». – Cité par Mullins)

Le président Kennedy fit imprimer 4,3 milliards de billets de 1, 2, 5, 10, 20 et 100 dollars. En 1994 il restait l'équivalent de 284 125 895 dollars en circulation aux États-Unis, détenus, probablement par des collectionneurs (source : The 1995 World Almanac).

Les conséquences de l'Executive Order n°11,110 étaient énormes. En effet, d'un trait de plume John Fitzgerald Kennedy était en passe de mettre hors-jeu tout le pouvoir que les banques privées de la FED s'étaient arrogé depuis 1816 et qu'elles détenaient officiellement depuis 1913.

Car si, dans un premier temps, les deux monnaies auraient circulé parallèlement, la monnaie d'État, gagée sur les réserves d'argent, aurait fini par terrasser la monnaie créée ex-nihilo par les banquiers. Cette nouvelle monnaie aurait considérablement diminué l'endettement de l'État, puisqu'elle éliminait automatiquement le paiement des intérêts.

Les 26 volumes du rapport Warren n'ont pas réussi à apporter une explication crédible à l'assassinat du président Kennedy à Dallas le 26 novembre 1963, cinq mois après sa réforme monétaire. Il n'est nul besoin d'être un «complotiste» primaire ou secondaire pour n'accorder qu'un crédit poli à la thèse officielle, non pas seulement à cause de l'analyse des conditions de l'exécution, mais parce que le fait que tous les témoins oculaires de l'événement soient morts dans les deux ans ; que la disparition ou l'élimination de 400 personnes en relations même lointaines avec cet événement — y compris le personnel médical de l'hôpital Parkow où Kennedy a été admis, du portier au personnel médical, ainsi que des proches du tireur accusé, Lee Harvey Oswald — que tous ces événements soient le fruit du hasard relève d'un pourcentage de probabilités si infinitésimal qu'il est proche du zéro absolu. Le calcul des probabilités devient un

juge plus efficace que n'importe quelle vérité officielle.

De puissants comploteurs ont donc sévi, y compris longtemps encore après le crime initial. Parmi les innombrables pistes avancées par les uns et par les autres, la piste monétaire était évidemment tentante. Elle fut relativement peu explorée au début de l'enquête.

Cependant beaucoup la tiennent pour d'autant plus avérée qu'ils rapportent une phrase du père du président, Joseph Kennedy, lorsqu'il apprit la décision de réforme monétaire de son fils : «Si tu le fais, ils te tueront».

Le message semble, une nouvelle fois avoir été reçu cinq sur cinq par le vice-président Lyndon B. Johnson, devenu président par la grâce de cet assassinat. Comme son homonyme Andrew Johnson un siècle auparavant, et avec une célérité particulièrement remarquable, il suspendit la décision monétaire prise le 4 juin 1963 par le président assassiné alors que le cadavre de ce dernier n'était pas encore froid.

«L'ordre exécutif 11110 a été abrogé par le président Lyndon Baines Johnson, devenu trente-sixième président de Picrolandie — de 1963 à 1969 — alors qu'il se trouvait dans l'avion présidentiel Air Force One, entre Dallas et Washington, le jour même de l'assassinat du président Kennedy», écrivait un chroniqueur. Cette affirmation n'est pas exacte : le décret présidentiel n'a jamais été officiellement abrogé, mais son application fut suspendue. Fut abrogée l'autorisation d'imprimer de nouveaux billets et de frapper de nouvelles pièces, si bien que l'Executive Order n° 11110 demeure officiellement en vigueur... dans la stratosphère.

Cet assassinat était peut-être un avertissement aux futurs présidents qui auraient voulu emboîter le pas à Abraham Lincoln et à John Fitzgerald Kennedy et priver les banquiers de leur rente en éliminant le système de la monnaie-dette. John Fitzgerald Kennedy aurait payé de sa vie cette provocation à la puissance de la finance internationale. Mais nous sommes là dans le domaine des innombrables coïncidences troublantes qui ont jalonné la vie de ce président même si la célérité de la décision du président Johnson donne du crédit à cette supposition. Eustace Mullins rappelle que le président Abraham Garfield avait lui aussi été assassiné le 2 juillet 1881 après avoir fait une déclaration sur les problèmes de la monnaie. Que de coïncidences ! Depuis le président Kennedy, aucun successeur ne s'est avisé d'apporter la moindre réforme au fonctionnement de la FED.

La piste israélienne

La piste israélienne est considérée par certains comme la plus crédible. En effet, des Israéliens s'étant félicités de ce que l'élimination de J.F. Kennedy ait laissé le champ libre à l'accession d'Israël au statut de puissance nucléaire, cette conséquence s'est métamorphosée en cause pour certains. Ce second motif, parfaitement crédible n'exclut pas la piste monétaire. Elles s'additionnent.

En effet, le journal israélien *Ha'aretz* 5 février 1999 écrivait, dans sa critique de l'ouvrage d'Avner Cohen, *Israel et la bombe* : «L'assassinat du président américain John F. Kennedy mit un terme brutal à la forte pression de l'administration des États-Unis sur le gouvernement d'Israël afin de l'amener à interrompre son programme nucléaire...» L'auteur ajoute que «si Kennedy était resté vivant, il est douteux qu'Israël aurait aujourd'hui une défense nucléaire».

Le président Kennedy avait, en effet, fermement annoncé au premier ministre israélien David Ben Gourion qu'en aucun cas il n'accepterait qu'Israël devînt une puissance nucléaire. Peut-être faudra-t-il encore vingt-six autres volumes d'enquête pour éclaircir cette énigme historique.

«It is interesting to note how many assassinations of Presidents of the United States follow their concern with the issuing of public currency ; Lincoln with his Greenback, non-interest-bearing notes, and Garfield, making a pronouncement on currency problems just before he was assassinated». (Cité par Mullins)

(«Il est intéressant de noter combien d'assassinats de présidents des États-Unis ont suivi leur engagement en faveur de l'émission de monnaie publique : Lincoln avec son «Greenback», ces billets sans intérêt, et Garfield, qui s'était exprimé sur les problèmes monétaires juste avant d'être assassiné».)

Tentative de balayer la poussière sous le tapis, Oliver Stone

En 1991, le célèbre réalisateur américain, Oliver Stone, nouveau Sherlock Holmes, s'est lancé dans l'arène et s'est donné pour but d'élucider les causes de l'assassinat de John F. Kennedy à Dallas. Hollywood n'est-il pas coutumier de multiples tentatives de réécrire l'histoire des États-Unis et du monde et d'imposer des images frappantes d'une nouvelle vérité officielle à la gloire de l'empire ? Dans un univers de la communication, l'impact de l'image sur les cervelles écrase les démonstrations ou les contestations écrites. Écartant les 26 volumes du rapport Warren dont je doute qu'il les ait lus, il s'est lancé sur la piste d'une conspiration en relations avec... la guerre du Vietnam — «The business of war» — autrement dit, l'industrie de l'armement. Il fit siennes les conclusions du procureur de la Nouvelle-Orléans, Jim Garrison et du journaliste Jim Marrs, écartant ainsi les causes probables les plus sensibles, donc les plus gênantes.

M. Oliver Stone a peut-être été convaincu par les arguments de Jim Garrison et de Jim Marrs, mais je ne doute pas que le fait que son film ait été financé par le fonds Rothschild ait augmenté considérablement le pouvoir de conviction des thèses d'un complot qui aurait été fomenté à partir du lobby de l'armement. La thèse financière et la piste israélienne ont été soigneusement évitées.

M. Oliver Stone avait peut-être besoin de faire quelques «concessions» afin de paver la route de son film de garanties de succès. Comme le disait un illustre ancêtre et fondateur de la Maison qui porte son nom, Mayer Amschel Rothschild : «*Give me control of a nation's money supply, and I care not who makes it's laws*» (Donnez-moi le contrôle de la monnaie d'une nation et je ne me soucie pas de ceux qui font ses lois). Et si on remplaçait «lois» par «films» : «*Give me control of a nation's money supply, and I care not who makes it's films*» ?

L'argent du fonds Rothschild s'est révélé d'une efficacité remarquable dans sa capacité à inciter un réalisateur célèbre à concevoir une opération hollywoodienne de fixation des soupçons dans une certaine direction. Rien de tel, n'est-il pas vrai, que de quitter une autoroute et de s'engager sur une petite route de traverse et ainsi, de focaliser de l'attention sur un «chemin qui ne mène nulle part», pour reprendre le titre d'un ouvrage de Heidegger. Les images et le talent du réalisateur impriment alors une certaine vérité dans les esprits. Tout le monde connaît le pouvoir de séduction et de persuasion de l'image, si bien que les spectateurs et les admirateurs d'Oliver Stone oublient qu'il s'agit d'un film, c'est-à-dire d'une œuvre de fiction.

Les autres pistes de recherche des commanditaires de l'assassinat du président Kennedy, au moins aussi sérieuses, sinon davantage, n'ont même pas été évoquées, pour le plus grand intérêt du généreux mécène. C'est ainsi qu'Hollywood écrit et impose sa vérité, laquelle devient progressivement LA vérité. Celui qui paie, commande.

Il est étonnant que le fait le plus troublant de tous, plus troublant même que celui de l'impossibilité, aujourd'hui encore, de connaître avec certitude l'identité du tueur est, comme je l'ai noté ci-dessus — celui de constater que quatre cents (je dis bien 400) personnes en relations même lointaines avec cet événement — y compris le personnel médical de l'hôpital Parkow où Kennedy a été admis, du portier au personnel médical, ainsi que des proches du tireur accusé, Lee Harvey Oswald, sont mortes en deux ans et que les autorités officielles ne se sont pas penchées sur cet événement proprement stupéfiant.

Il est également extraordinaire qu'aucun des innombrables Sherlock Homes, amateurs ou professionnels, qui ont analysé le crime, la loupe à la main et le nez sur le macadam, ne se soit penché sur ces «coïncidences-là» et n'a osé prendre l'enquête à revers. Or, il est impossible, statistiquement, d'attribuer au hasard ou à des circonstances naturelles l'élimination

systématique de la totalité des témoins, même les plus mineurs, liés à cette affaire.

Cette preuve statistique signe irréfutablement l'existence d'un complot de très grande ampleur. Quels sont le commanditaire ou le groupe disposant du personnel, des moyens financiers et du pouvoir suffisants afin de réaliser un tel «exploit» dans un laps de temps aussi court et cela de manière à ce que tout paraisse globalement naturel ? L'élucidation de l'assassinat du président Kennedy est au bout de cette enquête-là.

Allons, M. Oliver Stone, encore un effort !

2 – Histoire de l'Histoire de la révélation au public du Système de la Réserve fédérale, le rôle d'Eustache Mullins

Les péripéties de la parution de l'ouvrage d'Eustache Mullins

Les péripéties détaillées des préparatifs du singulier voyage des conspirateurs et du séjour dans l'île Jekyll qui s'ensuivit se trouvent consignées depuis lors dans divers ouvrages, dont le plus connu aujourd'hui est celui d'Edward Griffin. Cet ouvrage de vulgarisation a paru en anglais en 1995 — soit 85 ans après la réunion de l'île Jekyll — et il fut traduit en français sous le titre *La créature de Jekyll Island*. Il reprend, en le romançant, mais sans jamais le citer, des informations contenues dans le premier ouvrage de fond sur la question, celui d'Eustace Mullins, *Secrets of the Federal Reserve, The London Connection*, qui lui est antérieur de près d'un demi-siècle, puisqu'une première version, *Mullins, The Federal Reserve*, a vu discrètement le jour en 1948.

Deux autres ouvrages beaucoup plus tardifs ont été rédigés en anglais sur ce sujet : *The Case Against the Fed by Murray Newton Rothbard* (1994) et *Secrets of the Temple: How the Federal Reserve Runs the Country* (1989) de William Greider.

Le manuscrit définitif de Mullins avait été refusé par dix-huit éditeurs. Après deux ans de vaines recherches, le dix-neuvième éditeur écrivit à l'auteur : «*J'aime votre livre, mais nous ne pouvons pas le publier. Personne d'autre ne le peut à New-York. Présentez-nous le synopsis d'une nouvelle et je pense que nous pourrions vous faire un à-valoir. Mais vous pouvez oublier l'espoir de voir publié l'ouvrage sur la Réserve fédérale. Je doute qu'il soit jamais édité*».

Une version complétée a cependant paru en 1952, à compte d'auteur après deux ans de tribulations, grâce au soutien de deux disciples du poète Ezra Pound et Kasper Norton. Les frais de l'édition avaient été partagés entre l'auteur et les deux éditeurs, lesquels reprirent modestement le premier titre de l'ouvrage *Mullins, The Federal Reserve*. Ce titre, en retrait par rapport à celui refusé par les éditeurs, suggérait qu'il s'agissait simplement de l'opinion de M. Mullins sur la Réserve fédérale.

Mais en 1954, une édition pirate, avec des coupures, voyait le jour dans le New-Jersey sous le titre : *La Conspiration de la Réserve fédérale*.

En 1955, l'éditeur Guido Roeder acceptait la parution d'une édition en langue allemande. Cependant, la pression politique de Picrocholand sur l'Allemagne occupée était telle, à l'époque, que la totalité des 10 000 exemplaires de la première édition fut saisie et condamnée à la destruction par le feu.

Le dernier autodafé d'un ouvrage en Occident, et le seul depuis la fin de la guerre, se déroula donc le 21 avril 1961 sous la direction du juge Israël Katz de la Cour suprême de Bavière et avec l'approbation du haut-commissaire des États-Unis en Allemagne, James B. Conant, qui avait pourtant exercé de 1933 à 1953 la fonction de président de la prestigieuse Université d'Harvard. Konrad Adenauer était alors chancelier d'Allemagne.

Le précédent autodafé européen remontait à 1933. Ce fut le grand autodafé du 10 mai 1933, à Berlin au cours duquel les nazis avaient décrété que «le livre juif et communiste, doit être

détruit». Il avait été accompagné du rituel inspiré de l'Inquisition du Moyen Âge, avec parades, chants, torches et hérauts. La grandiose mise en scène ravissait toujours une population inculte et idéologiquement manipulée.

En 1980, toujours en Allemagne, une édition identique à celle qui avait subi l'infamie de la crémation sacrilège put enfin voir le jour sous son titre complet : *Secrets of the Federal Reserve, The London Connection*. Le chancelier Helmut Kohl se trouvait à la tête du gouvernement de Bohn et le pouvoir d'influence et même d'intervention directe des États-Unis dans les affaires allemandes, avait sensiblement décliné depuis Adenauer.

Une édition française de cet important ouvrage existe depuis. Voici comment l'ouvrage est présenté dans le site *Questions critiques* dirigé par M. Jean-François Goulon :

«*LES SECRETS DE LA RÉSERVE FÉDÉRALE – Le célèbre ouvrage d'Eustace Mullins enfin traduit en français et en vente sur internet. Préface : Michel Drac ; traduction : Jean-François Goulon ; éditeur : Le retour aux sources*».

Je connais d'autant mieux cette édition que l'éditeur m'avait proposé la traduction, une préface et une post face. Pour des raisons personnelles, je n'avais pas pu donner suite à ce projet.

Néanmoins, soucieuse de voir le projet aboutir, j'en ai corrigé ligne par ligne la syntaxe et la grammaire de la traduction. M. Goulon, le traducteur nominal qui m'envoyait son projet chapitre par chapitre a, semble-t-il «oublié» de le mentionner... J'avais essayé d'atténuer autant que possible la gaucherie du style bien connu des traductions effectuées à partir de traducteurs automatiques, mais en réalité, il aurait fallu réécrire l'ensemble en bon français. Quant à la préface de M. Drac, c'est de l'idéologie sioniste primaire qui n'a rien à voir avec l'économie réelle. Dommage pour la qualité de l'ensemble.

L'ostracisme qui frappe l'excellent ouvrage de Mullins, pillé par ses successeurs, mais jamais cité, trouve sa cause dans le sujet traité, certes, mais envenimé par le soutien de l'auteur au poète Ezra Pound et au qualificatif ignominieux d'antisémitisme qui les frappe tous les deux. L'étude minutieuse, scientifique et honnête de Mullins porte sur les circonstances qui ont accompagné la naissance de la Réserve fédérale et l'action des banquiers, et nullement sur un quelconque complot national ou mondial de telle ou telle catégorie d'individus.

Il est dommage qu'elle fasse l'objet d'un procès d'intention, alors que personne ne songe à rejeter les œuvres de James Joyce, de Yeats ou d'Hemingway alors qu'eux aussi sont restés fidèles toute leur vie à leur ami Ezra Pound. Personne n'ose accoler à ces prix Nobel de littérature l'étiquette infamante d'«antisémite» qui est la manière contemporaine de clouer un auteur au pilori et de censurer son œuvre Ezra Pound et son combat contre l'usurocratie.

L'ouvrage de Mullins est dédié aux deux personnes dont la collaboration s'est révélée précieuse pour l'auteur. Outre le contenu ultra-sensible du contenu dans le pays du libéralisme, de l'argent roi et des hécatonshires triomphants de la finance nationale et internationale, ils permettent de mieux comprendre les raisons des tribulations éditoriales d'une étude pourtant si importante et si finement documentée.

Le premier dédicataire, George Stimpson, l'ami fidèle et le plus proche collaborateur de l'auteur était un intellectuel éminent, mais discret et inoffensif. C'est surtout le second dédicataire, l'écrivain et poète Ezra Pound, dont la réputation politique était sulfureuse après 1945, qui suscitait le recul horrifié des éditeurs. Mullins, en ami fidèle, le fréquenta assidûment durant l'internement de Pound comme prisonnier de guerre américain — donc prisonnier de son propre pays — dans un asile psychiatrique.

Ezra Pound fut, en effet, à l'origine de l'idée même de l'ouvrage sur la Réserve fédérale, ainsi que l'auteur le reconnaît dans sa préface. Il lui rend d'ailleurs un vibrant et chaleureux hommage. C'est lui qui incita Mullins à entreprendre ses recherches dans la bibliothèque du Congrès — démarche et recherches qu'il était interdit à l'interné d'effectuer. On apprend que Pound

«subventionna» même Mullins sur les modestes ressources qu'il semble avoir conservées, afin de l'aider dans son entreprise — dix dollars par semaine — et il lui conseilla de travailler comme s'il s'agissait d'un roman policier : *«You must work on it as a detective story»*.

Le poète était en effet tombé dans chaudron de l'économie et de la politique dès sa naissance en 1885 puisque son père occupait un poste de haut fonctionnaire de l'hôtel de la Monnaie de l'État de l'Idaho et que son grand-père avait été un membre du Congrès. Ezra Pound considérait que les arts étaient indissociables de la politique et de l'économie et qu'ils se soutenaient et s'influençaient les uns les autres.

À vingt-trois ans, sa rencontre avec le major C.H. Douglas, le fondateur du Crédit Social déterminait d'une manière décisive son engagement politique de lutte contre le pouvoir des banquiers. Il n'est pas certain que le poète américain ait intégré les finesses et les impasses de la théorie économique que le major d'origine écossais rêvait d'appliquer au Canada mais son horreur pour une financiarisation usuraire de l'économie américaine à la suite de la privatisation de la monnaie par un groupe de banquiers internationaux a motivé son engagement politique sa vie durant.

Le major Douglas prônait, en effet, l'utopie quelque peu fumeuse de distribuer à tous de l'argent — le «crédit social» — qui serait émis par «la société», par opposition à l'argent payant actuellement émis par les banques, afin que tout le monde puisse acheter les biens et les services produits en abondance par l'entreprise capitaliste. Personne n'a jamais pu expliquer clairement comment cette «distribution» pourrait bien s'opérer.

Cette utopie, légèrement aménagée, a été reprise par l'Église catholique, notamment au Québec et en Australie. Ses limites se trouvent illustrées par l'apologue bien connu de Louis Even : L'île des naufragés qui démontre excellemment le parasitisme ravageur des banquiers, sans s'attarder sur la manière dont il conviendrait de procéder pour les remplacer.

Néanmoins, le rapprochement intellectuel avec un mouvement chrétien d'un homme que sa vie privée et le bouillonnement de sa vie intellectuelle classent parmi les «artistes maudits» et révolutionnaires, est une de ces rencontres inattendues et incongrues qu'offre la biographie d'Ezra Pound, surtout lorsqu'on connaît le mépris désabusé de son regard sur l'Église de Rome.

«Autre point dont je suis fermement convaincu, écrit-il, c'est qu'il reste davantage de lambeaux de civilisation encore utilisables dans les lézardes, le foutoir, les interstices de ce monument baroque et poussiéreux qu'est l'Église de Rome que dans toutes les autres institutions de l'Occident».

On comprend cependant que la théorie du Crédit Social ait séduit un poète qui voyait dans le pouvoir de l'argent, identifié au pouvoir des banquiers hécatonchires, et notamment des banquiers centraux de la Fed et à la corruption de la culture et de tous les arts.

Ezra Pound écrivit une série de brochures sur l'économie et la politique : *«Le Crédit Social : un choc»* (1935), puis *«Une carte de visite»* (1942), en 1944 *«L'Or et le Travail»*, et *«L'Amérique, Roosevelt, et les causes de la présente guerre»*.

Si les poètes sont souvent d'excellents visionnaires des maux de la société, ils sont presque toujours de piètres hommes politiques et des économistes rêveurs. C'est ainsi que faisant de l'art et de la littérature d'avant-garde des phares de la civilisation, Ezra Pound, l'ami de William Carlos Williams, de T.S. Eliot, d'Hemingway, de James Joyce, de Yeats — les trois derniers futurs prix Nobel de littérature — l'inventeur bouillonnant de mouvements littéraires connus sous le nom d'imagisme et de vorticisme, le poète inspiré par le «culte d'amour» des troubadours, et par les religions à mystère de l'Antiquité, le mystique qui vénérât les enseignements de Confucius et sa religion civique, assignant à chacun un devoir social, l'amoureux du Japon, cet homme des cimes crut, ô misère, voir en Mussolini l'incarnation de l'homme politique de ses rêves, capable de procéder à la mise en place d'un nouveau système monétaire.

Pour Ezra Pound, la politique était une forme d'art. Or Mussolini qui *«avait dit à son peuple que la poésie est une nécessité de l'État»* exprimait à ses yeux *«un niveau de civilisation supérieur à celui qui régnait à Londres ou à Washington»*. Les artistes et les dictateurs avaient en commun, disait-il, d'être *«nés pour diriger»*. Mais il fallait oublier les règles de la démocratie écrivait Pound dès 1914, car l'artiste possède *«assez de bon sens pour savoir que l'humanité est insupportablement stupide»*. L'artiste doit donc *«essayer de la diriger et de la persuader, de la sauver d'elle-même»*.

En 1922, il écrivait que *«les masses sont malléables»* et il ajoutait que *«ce sont les arts qui forment les moules pour les modeler»*. C'est pourquoi, en 1935, dans son ouvrage *Jefferson et/ou Mussolini*, Ezra Pound a pu écrire : *«Je ne crois pas qu'un jugement sur Mussolini puisse être valable s'il ne part pas de sa passion de bâtisseur. Traitez-le comme un ARTISTE et tous les détails trouvent leur place...»*. Il voyait également dans le fascisme italien *«la première attaque sérieuse contre l'usurocratie depuis l'époque de Lincoln»*.

Le malheur est que Mussolini ne se contenta pas d'être un «artiste» ! Ezra Pound et sa femme Dorothy s'installèrent donc en Italie en 1924 et le poète parvint, en 1933, à présenter à Mussolini, ses idées pour une réforme monétaire. On ne connaît pas l'accueil que leur réserva le Duce.

Durant la guerre, la position politique de Pound devint très inconfortable. Tout en se considérant toujours comme un patriote américain, le poète, interdit d'entrée dans sa patrie et sans moyen de subsistance, devint chroniqueur de radio en Italie et fidèle aux critiques qu'il avait toujours faites de la FED, il se livra à des attaques virulentes contre le système financier usuraire américain et contre l'administration de Roosevelt, à laquelle il reprochait son entrée en guerre après l'attaque japonaise sur Pearl Harbour.

D'abord considéré comme un opposant, Ezra Pound avait donc fini par passer du statut d'adversaire à celui de traître et d'ennemi, si bien qu'en 1943, il fut inculpé de trahison aux USA. Après l'assassinat de Mussolini par les partisans le 28 avril 1945, Ezra Pound fut capturé dans sa maison alors qu'il cherchait à se rendre et remis aux troupes américaines.

Guantanamo et son poulailler pénitentiaire tropical ne sont pas une invention récente liée à la fameuse «guerre contre le terrorisme» puisqu'en 1945 déjà, Ezra Pound fut enfermé dans une des cages de fer de la prison du camp que les Américains construisirent alors à Pise. Les conditions y étaient aussi féroces que celles actuellement pratiquées sur la base américaine de Cuba : le prisonnier, qui risquait la peine de mort pour haute trahison, était soumis sans protection à la chaleur de l'été italien sur un sol en béton dans une cage de fer éclairée a giorno toute la nuit.

Les amis du poète qui occupaient après la guerre des postes d'influence auprès du gouvernement se mobilisèrent pour essayer de le sauver. La tâche était d'autant plus ardue que l'inculpation était aiguillonnée par le président Roosevelt lui-même, le poète étant soupçonné d'être lié à un groupe d'espions communistes, l'obsession des hommes politiques de cette époque-là. La chasse aux sorcières et le macarthysme étaient en marche.

Hemingway suggéra de plaider la folie. C'est ainsi que déclaré fou en novembre 1945, Ezra Pound fut rapatrié aux USA et «incarcéré» à St. Elizabeth, un hôpital psychiatrique pour fous criminels. Après avoir expérimenté Guantanamo en avant-première, Ezra Pound connut, pendant treize ans, l'internement psychiatrique pour des raisons politiques, c'est-à-dire les conditions d'incarcération des dissidents politiques en Union soviétique. Mais ce «fou officiel» continua à travailler à son œuvre, les Cantos, une gigantesque entreprise poético-politique, et il traduisit trois cents poèmes chinois qui furent publiés à Harvard en 1954.

«Il s'agit, écrivit l'académicien français d'origine argentine Hector Bianciotti dans Le Monde, d'un recueil de textes concernant tout ce qui a aimé l'esprit du poète : la littérature et la musique, Confucius et Sophocle, les religions, la traduction et l'anthropologie... On tient là

l'itinéraire zigzaguant du poète qui incarna, mieux peut-être que nul autre, le besoin de l'espèce de sauver sa mémoire. C'est-à-dire tout ce qui, au cours des siècles, a fait de l'homme ce perplexe animal qui pense, aime la beauté, et sait parfois la créer pour faire barrage à la souffrance».

Entre temps, à partir de 1953, sa «folie» fut requalifiée en «troubles de la personnalité», mais Pound ne fut déclaré «guéri» que le 18 avril 1958 et son inculpation pour trahison fut abandonnée. Six semaines plus tard, il quittait définitivement l'Amérique pour l'Italie où il mourut le 1er novembre 1972.

L'influence d'Ezra Pound dans la première mise à nu du Système de la Réserve fédérale est capitale. L'obsession de lutter contre le système usuraire mis en place aux USA en 1913 et inventé lors du fameux séjour des «barons voleurs» dans l'île Jekyll en 1910, a traversé toute sa vie, même s'il s'est dramatiquement fourvoyé dans les engagements politiques qui étaient censés apporter une solution au problème crucial qu'il dénonçait.

Il n'en demeure pas moins vrai que le système que le poète n'a cessé de combattre sa vie durant est en train d'agoniser. La gloutonnerie des financiers s'est si bien donnée libre cours durant près d'un siècle, qu'elle a conduit l'économie mondiale au bord d'un gouffre.

3 – Le mécanisme de l'escroquerie de la Réserve fédérale

À l'origine, le cartel de banques appelé Réserve fédérale américaine était composé de dix principaux groupes d'actionnaires privés :

- Rothschild Banks of London and Berlin
- Lazard Brothers Bank of Paris
- Israel Moses Sieff Banks of Italy
- Warburg Bank of Hamburg and Amsterdam
- Lehman Brothers Bank of New York
- Kuhn Loeb Bank of New York
- Chase Manhattan Bank of New York
- Goldman Sachs Bank of New York

À l'intérieur de ces groupes, environ trois cents personnes en chair et en os étaient actionnaires — donc propriétaires — de ces banques. Elles se connaissaient toutes car elles étaient soit des membres directs de la famille des quelques-uns des plus gros actionnaires, soit leur étaient apparentées par alliance.

Les mêmes noms avec des prénoms différents reviennent régulièrement. De plus il existe une connexion directe entre la Banque d'Angleterre et la FED par l'intermédiaire de leurs deux principaux représentants à New York, les familles Rothschild et JP Morgan Co. Il en résultait que c'étaient finalement les établissements bancaires de Londres qui contrôlaient les banques de la Réserve fédérale et constituaient ce que le poète Ezra Pound appelait la London Connexion.

La dénomination Federal Reserve elle-même est déjà une escroquerie, car ce cartel de banques privées n'a rien de «fédéral», au sens qu'il serait l'expression de l'État central et donc la propriété collective, publique et inaliénable du peuple étasunien. En fait de «fédération» la Réserve fédérale américaine fédère — c'est-à-dire réunit dans un même «système» — 12 banques commerciales privées ayant chacune un rayon d'action géographique défini :

Nous avons ainsi, dans l'ordre d'importance du chiffre d'affaires réalisé par chacune de ces banques :

- La Federal Reserve Bank de New-York
- La Federal Reserve Bank de San Francisco (qui couvre les 7 états de l'Ouest + Hawaï et l'Alaska)

- La Federal Reserve Bank de Chicago
- La Federal Reserve Bank de Richmond
- La Federal Reserve Bank d'Atlanta
- La Federal Reserve Bank de Boston
- La Federal Reserve Bank de Dallas
- La Federal Reserve Bank de Cleveland
- La Federal Reserve Bank de Philadelphie
- La Federal Reserve Bank de Kansas City
- La Federal Reserve Bank de Saint-Louis
- La Federal Reserve Bank de Minneapolis

Le véritable pouvoir est exercé par le Conseil des Gouverneurs choisi par les directeurs des douze banques de la Réserve fédérale et qui, dans le plan de Warburg ne devaient pas être connus du public. Cela signifie que le contrôle du Congrès sur la FED est, en réalité, cosmétique.

Comme la Federal Reserve Bank of New-York représente 40% de l'ensemble des actifs des 12 banques régionales, qu'elle a réussi à convaincre ou à contraindre une cinquantaine d'États, ainsi que quelques organismes internationaux et de riches particuliers de lui confier la garde de leur or, le dépôt était évalué à 10 000 tonnes environ à la fin de 2006.

Des mouvements étranges de semi-remorques remplis de lingots dans les sous-sols du World Trade Center avaient été signalés avant la destruction des tours. Un semi-remorque plein de lingots et qui n'aurait pas eu le temps d'être évacué, aurait été retrouvé coincé dans un tunnel de sortie. De manière surprenante, des faits aussi singuliers ne semblent pas avoir éveillé la curiosité des enquêteurs officiels et des innombrables Sherlock Holmes privés qui s'étaient intéressés aux anomalies des effondrements des Twin Towers.

Quant au mot «réserve», il signifie tout simplement que chaque fois que l'État ou une autre banque privée «achète» des dollars, ceux-ci sont comptabilisés sur un compte dit «de réserve». Sous cette langue de bois bureaucratique se cachent tout simplement les colonnes des dettes sur lesquelles les banquiers calculent leur pourcentage. Plus les États s'endettent, plus les banquiers s'enrichissent.

Le principe de l'escroquerie mise en place est d'une simplicité biblique. Mais son mécanisme est assez machiavélique pour que le commun des mortels n'en ait pas conscience. On comprend qu'il ait fallu neuf journées à des professionnels de la finance pour mettre au point tous ses rouages.

Pour faire simple et utiliser une métaphore, je dirai que c'est une fusée à trois étages.

A – Premier étage : Alors que le rôle normal d'une banque centrale est d'être un service public qui imprime et met gratuitement à la disposition de l'administration de son pays la monnaie papier et la monnaie fiduciaire ou électronique nécessaires au bon fonctionnement de l'État et de l'économie, dans le système privé imaginé durant le séjour de l'île Jekyll, le cartel des banquiers qui composent la FED s'est substitué à un droit régalien et s'est arrogé le pouvoir de battre monnaie et de vendre cette monnaie à l'État moyennant l'augmentation d'un certain pourcentage.

L'intérêt payé aux banquiers est le montant de la redevance ou tribut que la nation verse aux banquiers qui impriment les billets. Ces banquiers, réunis dans le «Board of Governors of the Federal Reserve System» fixent le taux auquel ils vendent les billets. Plus le taux est élevé, plus ils s'enrichissent.

Les noms donnés à ce type d'opération varient : tantôt on l'appelle une monnaie-dette, tantôt un emprunt. Mais comme cet emprunt est assorti d'un intérêt, et même d'un intérêt composé, il en résulte que les citoyens qui enrichissent les banquiers leur versent annuellement un tribut sous la forme d'une proportion de leurs impôts, appelée intérêt de la dette, en réalité, prix d'achat par

le peuple de l'argent qu'impriment gratuitement ses banquiers. Le profit annuel est phénoménal et se chiffre en milliards.

C'est ce système-là qui révoltait Ezra Pound et qu'il appelait la «*financiarisation usuraire de l'économie américaine*».

B – Mais le deuxième étage de l'escroquerie est encore plus extraordinaire. Le numéraire que les banquiers «prêtent» n'existe nulle part : il s'agit d'une simple ligne d'écriture quand la monnaie est dite fiduciaire, et de quelques piles de papier imprimé quand il s'agit de dollars matérialisés. La FED vend un bien qu'elle ne possède pas, puisqu'aucun argent réel n'a été prêté. Le dollar est donc un simple titre de paiement des banquiers privés de la Réserve fédérale.

Le plus pervers et le plus paradoxal de cette situation, est que, depuis que ce titre de paiement n'est plus relié à la valeur des réserves d'or — depuis le 15 août 1971 — son statut de monnaie n'est nullement fourni par des garanties qu'offrirait l'émetteur — la Fed — mais uniquement par le prestige de l'emprunteur — le gouvernement américain.

Les banquiers ont donc besoin du prestige de l'État picrocholien pour asseoir la crédibilité de leur monnaie. C'est pourquoi, étant en compte à demi avec lui, ils ferment les yeux sur l'augmentation exponentielle de son endettement et soutiennent le gouvernement en lui apportant les liasses nécessaires au financement de ses guerres destinées à terroriser les récalcitrants et donc nécessaires à son prestige, ainsi qu'à la construction et l'entretien d'un millier de garnisons éparpillées sur tout le globe terrestre.

Quant à l'État, ayant réussi à imposer le dollar comme monnaie de réserve et comme monnaie obligatoire pour l'achat et la vente de pétrole, il ne s'inquiète pas vraiment du montant du déficit financé par la planche à billets. On avance le chiffre de 44 000 milliards, mais c'est probablement davantage. Grâce au privilège accordé au dollar «le reste du monde» s'appauvrit, puisqu'il voit régulièrement diminuer la valeur des dollars qu'il possède comme monnaie de réserve et dans le même temps, il subventionne l'économie américaine.

C'est donc la puissance politique et militaire de l'État picrocholien qui constitue le gage de la crédibilité de la monnaie des banquiers. Conclusion : le dollar, monnaie privée des banquiers, est une monnaie politique gagée sur le zéphyr de la confiance que le monde accorde à l'emprunteur.

C – Troisième étage : L'apparent rééquilibrage des rapports de force entre les deux partenaires — l'État américain et les banquiers internationaux, dans un marché qui semble gagnant-gagnant — ne doit pas cacher que le troisième étage de la fusée de l'escroquerie monétaire mondiale est celui qui permet aux financiers de rafler seuls la mise.

Si, à l'origine, le titre de paiement émis par les banquiers est une simple variante d'une fausse monnaie ou d'un argent sale, le paiement des intérêts qui alimente automatiquement, en retour, le flot ininterrompu des bénéfices que produit l'argent gratuitement fabriqué, devient miraculeusement virginal après son détour dans l'économie réelle. Il est du bon et honnête argent, de l'argent réel, l'argent des impôts, donc le fruit du travail des citoyens. En conséquence, ce sont les citoyens qui entretiennent les banquiers.

En conclusion, les banquiers livrent un argent fictif et reçoivent l'argent réel des impôts fourni par l'activité économique. Les alchimistes du Moyen-Âge avaient besoin de plomb pour produire de l'or, les alchimistes de la FED sont beaucoup plus forts. Pour produire de la richesse, il leur suffit de pianoter sur le clavier de leurs ordinateurs.

Un enrichissement phénoménal des banquiers à partir de rien, à partir du néant, en résulte. Il faut reconnaître qu'il s'agit d'un montage particulièrement astucieux et qui méritait bien l'acharnement des chasseurs de canards de l'île Jekyll afin d'en peaufiner le mécanisme. Il a d'ailleurs donné entière satisfaction aux heureux prestidigitateurs qui depuis près d'un siècle plument joyeusement les palmipèdes que sont les citoyens américains, ainsi que nous tous, les

citoyens du monde entier. Ils plument aussi les pays pauvres grâce à l'exportation de ce mécanisme et à son application au FMI (Fonds monétaire international), à la Banque mondiale et à tous les mécanismes bancaires censés «aider» les pays émergents, alors qu'en réalité, ils les ruinent.

D'ailleurs ce mécanisme est si mirobolant qu'il a été imité non seulement par les autres banques centrales, mais par les banques privées du monde entier. C'est le système bancaire tout entier qui fonctionne comme une gigantesque pompe à finances aspirante, parasitaire de l'économie réelle, structurellement génératrice d'inflation et d'appauvrissement des sociétés civiles, mais pourvoyeuse de vertigineuses richesses au profit des banquiers. De plus, il contraint les sociétés à une éreintante course à la croissance afin de pouvoir au moins compenser le montant du tribut payé aux financiers.

Les cent, les mille, les dix mille mains des banquiers hécatonshires auront-elles la force de triompher, une fois de plus, du principe de réalité ? La démesure du casino boursier mondial vient de montrer ses limites. Des optimistes invétérés pensent que «le gros de la crise est passé» pendant que les pessimistes attendent l'apocalypse.

Regrets exprimés par le président Wilson dans son message d'adieu (1921). Il a constaté qu'il avait livré la nation à des intérêts privés qui avaient tué la liberté et l'indépendance du gouvernement légal des États-Unis. Une lucidité tardive d'un président qui n'avait pas compris qu'il travaillait à l'appropriation du pays par un consortium de banquiers internationaux liés entre eux par des liens familiaux.

«Une grande nation industrielle est contrôlée par son système de crédit. Notre système de crédit est privatisé et concentré. Par conséquent, toutes nos activités sont entre les mains de 14 quelques hommes qui, même si leurs actions sont honnêtes et tournées vers l'intérêt public, sont nécessairement concentrées sur les grandes entreprises dans lesquelles leur propre argent est investi et qui, par la force des choses, gèlent, freinent ou détruisent une réelle liberté économique».

«Nous avons limité le crédit, nous avons limité les possibilités, nous avons contrôlé le développement, et nous sommes devenus l'État le plus mal dirigé, l'un des plus complètement contrôlé et dominé du monde civilisé — il n'y a plus de gouvernement libre, plus de gouvernement ayant son propre programme et issu d'un vote de la majorité, mais un gouvernement représentant l'opinion et les directives de petits groupes dominants».

«S'il existe dans ce grand pays des hommes assez puissants pour devenir les maîtres du gouvernement des États-Unis, ils deviendront les propriétaires de la nation. Le destin du système monétaire fondé sur la dette et la cupidité des banquiers est écrit».

4 – Piano, piano, les banquiers prennent possession de la planète

L'étalon or, petit rappel

Personne n'ignore que dans les échanges entre États, la monnaie est le fléau de la balance qui permet d'assurer l'équilibre entre ce qu'on vend et ce qu'on achète. Les deux plateaux de la balance représentent donc des richesses réelles et reposent sur des productions concrètes.

Mais pour que ce «juge de paix» soit convaincant, il a fallu trouver un intermédiaire aussi «impartial» et «fiable» que possible. Un métal précieux et inaltérable — l'OR — s'imposa tacitement durant des décennies afin de remplir ce rôle. Cette première mondialisation financière qui dura une centaine d'années et prit fin avec la guerre de 1914, peut être appelée l'ère de l'étalon-or. Durant cette période les pièces de métal précieux or et argent — furent progressivement remplacées par une monnaie fiduciaire. En effet, la quantité de métal précieux se révéla rapidement insuffisante et les banques centrales furent autorisées à émettre en papier-monnaie environ 10 fois le montant de la valeur de leurs réserves en or. Cependant, un prix fixe

de l'once d'or garantissait la stabilité de chaque monnaie par rapport à cet étalon.

Ce système n'était le fruit ni d'une «conférence», ni d'un «accord international» laborieusement négocié. Il résultait de la sagesse d'expériences séculaires qui s'étaient progressivement établies depuis qu'il existait des échanges internationaux et il fut tacitement accepté par le monde économico-financier pendant un siècle. Sa stabilité permit le spectaculaire développement industriel du XIXe siècle sur tous les continents.

La guerre de 1914-1918 et le premier cataclysme monétaire

Le président Abraham Lincoln aurait eu en son temps ces paroles prémonitoires : *«Je vois dans un proche avenir se préparer une crise qui me fait trembler pour la sécurité de mon pays. [...] Le pouvoir de l'argent essaiera de prolonger son règne jusqu'à ce que toute la richesse soit concentrée entre quelques mains»*. (Letter from Lincoln to Col. Wm. F. Elkins, Nov. 21, 1864).

Le président Abraham Garfield, avait lui aussi été assassiné le 2 juillet 1881 après avoir fait une déclaration sur les problèmes de la monnaie. *«Whoever controls the volume of money in our country is absolute master of all industry and commerce... and when you realize that the entire system is very easily controlled, one way or another, by a few powerful men at the top, you will not have to be told how periods of inflation and depression originate»*. (President James A. Garfield, 1881). («Celui qui contrôle le volume de l'argent de notre pays est le maître absolu de toute notre industrie et de tout notre commerce... Et quand vous réalisez que la totalité du système est aisément contrôlable, d'une manière ou d'une autre, par quelques individus puissants à sa tête, vous n'avez plus à vous à interroger sur l'origine des périodes d'inflation et de dépression».)

La première guerre mondiale fit exploser l'équilibre monétaire qui reposait sur l'étalon or. Elle fut financée par des emprunts émis par les belligérants des deux camps — donc aussi bien par les alliés du Reich que par ceux de la France et des Anglo-Saxons. Elle consacra un dérapage de la discipline monétaire qui n'a fait que s'accroître depuis lors.

L'effort de guerre financé par du papier monnaie non gagé sur les réserves en or fut le premier grand cataclysme monétaire. Il eut deux conséquences immédiates calamiteuses : la première fut une dévaluation spectaculaire des monnaies et la seconde celle de permettre à la guerre de se traîner durant quatre interminables années et de saigner l'Europe à blanc par les millions de morts qu'elle provoqua. Elle entraîna un affaiblissement démographique et économique irréparables dont l'Europe ne s'est jamais relevée.

En effet, les guerres du XIXe siècle ne pouvaient durer plus longtemps que ne le permettait le financement réel — c'est-à-dire en monnaie couverte par l'équivalent or — des dépenses militaires. C'est pourquoi, elles s'arrêtaient en général au bout de quelques semaines ou de quelques mois.

Apothéose des usuriers

Après avoir bafoué la Constitution américaine signée à Philadelphie en 1787 qui stipule en son article 1, section 8, § 5, que *«c'est au Congrès qu'appartiendra le droit de frapper l'argent et d'en régler la valeur»* et qui permit que ce droit régalien qui fonde la souveraineté d'une nation soit dévolu aux filiales un consortium de financiers privés, incrustés depuis plusieurs siècles en Angleterre, les États-Unis sont devenus, après la fin de la première guerre, les modèles économiques du reste de la planète. Cette situation s'est encore aggravée après la fin de la seconde guerre mondiale, qui a transformé l'Europe en un véritable satellite politique, économique et financier de l'Amérique, que sa soumission volontaire contraint de subir les conséquences des turpitudes des financiers américains et des crises que provoque leur voracité.

C'est pourquoi il est important d'analyser les mécanismes par lesquels le système usuraire créé le

23 décembre 1913 a volontairement généré des crises qui ont appauvri les nations, tout en enrichissant une poignée de banquiers, et de comprendre comment ce mécanisme, localisé à l'origine dans la sphère anglo-saxonne, est devenu une pompe aspirante de la richesse mondiale.

«En politique, rien n'arrive par hasard. Chaque fois qu'un événement survient, on peut être certain qu'il avait été prévu pour se dérouler ainsi», écrivait le président Franklin Delano Roosevelt. La création de la Réserve fédérale — qui ne «fédérait», entre elles que les banques régionales qui la composent et que les banquiers ont essaimées, pour des raisons de commodité et d'efficacité sur l'ensemble du territoire de la «nation indispensable» — signait le retour en majesté des «changeurs du Temple» et celle de l'érection en grande pompe d'un troisième temple, à la gloire de la finance internationale et apatride.

Le 23 décembre 1913 marquait la renaissance, sous sa forme modernisée, de l'activité à la fois frauduleuse et officielle, des vendeurs des demi-shekels dans le temple de Jérusalem qui, après un siècle entier de mensonges, de manœuvres et de corruptions divers sont parvenus à accoucher du monstre dévoreur des richesses de la planète et même à faire oublier leurs turpitudes et à devenir des personnages puissants et respectés.

Mécanismes par lesquels les nouveaux «changeurs du temple» pillent la richesse des nations

L'objectif claironné lors de la création de la FED était de stabiliser l'économie et de mettre fin aux crises en série qui avaient émaillé la fin du XIXe siècle. Il faut savoir qu'à l'époque, quatre types de coupures étaient en circulation :

Les billets, appelés Legal Tender Notes ou United State Notes (UNS), étaient imprimés depuis le Legal Tender Act de 1862 d'Abraham Lincol, par le département du Trésor des Etats-Unis. Ils cohabitaient avec des «Certificats» qui «certifiaient» la convertibilité en or ou en argent de la valeur faciale inscrite sur le billet. Les Gold and Silver Certificate étaient «Payable to the Bearer on demand — Payable au Porteur à sa demande» en or ou en argent métal.

À partir de 1914 et surtout de 1916, la FED commença à imprimer son propre papier monnaie, les Federal Reserve Notes (FNS), qui deviendront le dollar américain que nous connaissons aujourd'hui. Cette variété de billets en circulation fut pain bénit pour nos modernes «changeurs du temple» installés dorénavant au cœur de l'État. Leur objectif était évidemment d'imposer leur propre monnaie — simple reçu de dette — et d'éliminer les vestiges de l'indépendance de l'État.

Dès le lendemain de sa création, les banquiers de la FED mirent leurs pieds dans les pas des barons voleurs des crises monétaires antérieures. Entre 1916 et 1920, l'institution imprima des montagnes de sa propre monnaie, présentant ses Federal Reserve Notes (FNS) comme équivalents aux United State Notes (UNS) ce qui lui permit de doubler la masse monétaire en circulation. Les deux monnaies semblant interchangeables, de nombreux détenteurs candides et sensibles à la propagande qui vantait la commodité d'utilisation de la nouvelle monnaie, se dessaisirent également de leurs certificats garantis par l'or ou l'argent pour un papier garanti par rien, permettant aux banquiers de se faire rembourser en or à bon compte auprès du Trésor.

La FED en profita pour inonder le marché de liquidités de son propre papier imprimé et d'offres de prêt à des taux si attractifs que de nombreux artisans et moult catégories désireuses de se lancer dans les affaires se ruèrent sur l'occasion. Après l'afflux, le reflux. Sous prétexte de «surchauffe» et conformément au fonctionnement de l'accordéon, une brusque compression fut imposée en 1920, ainsi qu'un brutal appel au remboursement des prêts. Les motifs, comme toujours, semblaient parfaitement rationnels : il fallait bien lutter, n'est-ce pas, contre l'inflation, même si celle-ci était précisément provoquée par la générosité calculée dont avaient fait preuve ces mêmes honorables banquiers.

Une banqueroute de cinq mille quatre cents (5400) banques privées s'ensuivit, qui provoqua également la ruine des emprunteurs, contraints de rembourser sur le champ. De nombreux débiteurs aliénèrent leurs «certificats» — opération particulièrement rentable pour la FED, qui

vit l'or et l'argent de l'État migrer dans les coffres de la City via ses filiales américaines.

Le bouquet final fut offert par le Congrès qui, en 1920, vota le «Independent Treasury Act of 1920», une décision qui, en fait «d'indépendance» aliénait le «Treasury Department of the United States government», c'est-à-dire la trésorerie américaine gouvernementale au profit du consortium privé des banques actionnaires de la FED.

Actuellement, les propriétaires de la FED (Federal Reserve Bank) sont :

- Rothschild Banks of London and Berlin
- Lazard Brothers Bank of Paris
- Israel Moses Sieff Banks of Italy
- Warburg Bank of Hamburg and Amsterdam
- Kuhn Loeb Bank of New York
- Chase Manhattan Bank of New York
- Goldman Sachs Bank of New York

5 – Fin de la première guerre mondiale et Conférence de Gènes (1922)

Des vertigineuses «réparations de guerre» furent imposées à l'Allemagne vaincue qui aboutirent à une non moins vertigineuse inflation et instaurèrent la misère et le chaos dans un pays qui avait été un des plus prospères du monde au XIXe siècle. Qui plus est, elles amenèrent au pouvoir un Hitler au départ résolu à redresser un pays qui partait à vau-l'eau. Le système monétaire en a subi les plus violents contrecoups.

Une conférence internationale qui se tint à Gènes en 1922 essaya de remettre de l'ordre dans la chienlit et tenta de rétablir l'étalon-or. Mais les anglo-saxons étaient déjà assez puissants pour imposer également leurs propres monnaies — le dollar et la livre sterling — comme monnaies de réserve. Un relâchement monétaire et une inflation galopantes aboutirent au crash de 1929 et à la perte de la valeur des monnaies. Ainsi, le dollar d'aujourd'hui ne vaut même pas 1% de sa valeur d'avant 1914.

«Monsieur le président, nous avons dans ce pays une des institutions les plus corrompues qui ait jamais existé dans le monde. Je fais référence au Conseil de la Réserve fédérale et aux banques de la Réserve fédérale. [...] Cette institution diabolique a appauvri et ruiné le peuple des États-Unis ; s'est elle-même mise en banqueroute, et a pratiquement mis en banqueroute notre gouvernement. Elle a fait ceci grâce aux défauts de la loi sous laquelle elle opère, grâce à la mauvaise administration de cette loi par le Conseil de la Réserve fédérale et grâce aux les pratiques de corruption des vautours qui la contrôlent.

Ce qu'il nous faut ici est un retour à la Constitution des États-Unis. Il nous faut un divorce complet de la Banque et de l'État. La vieille lutte qui fut menée ici à l'époque de Jackson doit être à nouveau menée. [...] L'Acte de la Réserve fédérale doit être abrogé et les Banques de la Réserve fédérale, ayant violé leurs chartes, doivent être immédiatement liquidées. De déloyaux fonctionnaires du gouvernement qui ont violé leurs serments doivent être mis en accusation et conduits au tribunal. Si nous ne le faisons pas, je prédis que le peuple américain, outragé, volé, pillé, insulté et trahi comme il l'est dans son propre pays, se mettra en colère et enverra ici un président qui expulsera les manipulateurs de la monnaie hors du temple».

Discours de Louis T. McFadden Le 23 mai 1933, devant la Chambre des Représentants

Une fois de plus, la mystérieuse calamité qui s'abat sur les contestataires des usuriers a frappé. Le député Louis McFadden a échappé à plusieurs tentatives de meurtre : à deux reprises, un tireur le rata et il survécut une première fois à une tentative d'empoisonnement au cours d'un banquet. La deuxième tentative semble avoir été la bonne, mais sa mort est officiellement attribuée à une crise cardiaque. Il est mort trois ans seulement après son célèbre discours.

Un des rares hommes politiques de l'époque à avoir compris toute la perversité du système Charles A. Lindberg (le père du célèbre aviateur). Il déclara : *« Cette loi établit le plus gigantesque trust sur terre. Lorsque le président (Wilson) signera ce projet de loi, le gouvernement invisible du Pouvoir Monétaire sera légalisé... le pire crime législatif de tous les temps est perpétré par cette loi sur la banque et le numéraire »*.

Un lien organique assez lâche était cependant maintenu avec le pouvoir politique : la nomination par le président des États-Unis des sept membres placés à la tête du consortium des banques composant la FED — et confirmés quasi automatiquement par le Sénat — ainsi que par des dépositions de son gouverneur devant les Commissions monétaires du Congrès. Mais chacune des banques privées qui composaient l'ensemble gérait ses affaires à sa guise. Un des promoteurs de cette funeste décision, Salmon P. Chase, Secrétaire du Trésor sous Lincoln, comprit trop tard les conséquences calamiteuses pour le pays — et aujourd'hui pour le monde — qui découlent de cette loi des Banques Nationales : *« Ma contribution au passage de la loi des Banques Nationales fut la plus erreur financière de ma vie. Cette loi a établi un monopole qui affecte chaque intérêt du pays. Cette loi doit être révoquée, mais avant que cela puisse être accompli, le peuple devra se ranger d'un côté, et les banques de l'autre, dans une lutte telle que nous n'avons jamais vue dans grande ce pays »*.

Rien de tel ne se produisit et le système perdure jusqu'à nos jours, ce qui fait que le dollar est toujours la monnaie privée d'un cartel de banques d'affaires qui la gèrent en fonction de leurs intérêts, c'est-à-dire du système capitaliste dont elles sont les représentantes et les bénéficiaires et pas du tout en fonction des intérêts de l'État où elles opèrent et de ses citoyens — et aujourd'hui du monde entier.

Mais ce n'était-là qu'un hors-d'œuvre et une mise en bouche avant le grand exploit de 1929. En dix ans, deux crises, celle de 1920 et surtout celle de 1929, avaient dévasté les marchés boursiers intérieurs et provoqué une catastrophe mondiale. Le mécanisme était chaque fois d'une simplicité enfantine.

En 1921, afin de lutter contre la récession qui menaçait à la suite de la crise qu'elle avait provoquée en 1920, la FED ouvrit donc de nouveau les vannes des facilités monétaires, si bien qu'entre 1921 et 1929, non seulement la masse monétaire fut augmentée de 62%, mais un emprunt de bourse spécifique, appelé « margin loan » (« prêt marginal ») était destiné à doper la bourse, donc, pensait-on, l'économie. Ce prêt offrait des conditions si phénoménalement attrayantes qu'il provoqua une ruée des demandeurs : il suffisait de payer 10% du prix d'une action pour en être le propriétaire nominal, le créancier, en général la banque, avançant les 90% restants.

Les boursicoteurs se multiplièrent comme champignons après la pluie. Les indices montèrent jusqu'au ciel, ou presque. De 1925 à 1929, la hausse des cours de Bourse fut de 215%. Cette période est aujourd'hui appelée « The Roaring Twenties », c'est-à-dire une décennie particulièrement prospère.

Il serait abusif de prétendre de traiter en quelques mots le krach boursier de 1929 et l'enchaînement des catastrophes qu'il engendra. Mais il est certain que ce déraillement économico-financier est la conséquence directe d'une politique chaotique de la Réserve fédérale, qui s'était traduite par une politique monétaire accommodante et laxiste, ainsi que par la création d'un système d'emprunts si facilement accordés que l'indice boursier, le Dow Jones des valeurs industrielles a été multiplié par cinq durant la deuxième moitié des années vingt.

Si l'on y ajoute un appel à des remboursements de prêts immédiatement exigibles par un établissement bancaire de New York, qui contraignit d'innombrables détenteurs à vendre leurs actions en catastrophe, auxquels il faut ajouter les initiés qui s'étaient empressés de vendre au plus haut, la chute brutale de l'indice, la panique et le krach étaient inévitablement au bout de l'opération.

Des biographies de John-Pierpont Morgan, de Joseph Kennedy — le père du président — de John Davison Rockefeller et de Bernard Baruch indiquent que ces honorables industriels et banquiers ont réussi à vendre tous leurs titres et à convertir leur fortune en or juste avant le krach de 1929. Une légende rapporte que Joseph P. Kennedy avait décidé de vendre son considérable portefeuille d'actions pour avoir obtenu un tuyau de la part... d'un cireur de chaussures. Grâce à cette information pour le moins miraculeuse, la fortune des Kennedy est passée de 4 millions de dollars en 1929 à 100 millions de dollars en 1935.

La catastrophe politique que fut la première guerre mondiale eut, entre autres conséquences politiques néfastes, celle de permettre à une nation excentrée et provinciale, appelée les États-Unis d'Amérique ou Picrocholand de débarquer en Europe alors que son expansion et son hubris impériales s'étaient jusqu'alors cantonnées à son immédiat environnement. L'empire militaro-financier pointait le bout de son nez.

6 – Bretton-Woods en 1944 et le dollar présent en majesté

La fin de la seconde guerre mondiale marqua le début d'une ère monétaire nouvelle avec l'apothéose de la puissance politique et économique d'un pays que la guerre n'avait pas atteint et qui s'était enrichi grâce aux ventes d'armes. Tout en manifestant les apparences d'une démocratie bénévolante, il avait déjà entrepris de cimenter une grande partie des murailles de la forteresse de l'empire avec des billets verts, des missiles et des centaines de bases réparties sur l'ensemble de la planète.

En effet, forts de leur victoire auto-proclamée sur les nazis et minimisant l'action décisive des armées de l'Union soviétique sur le front de l'Est malgré les éclatantes victoires de Kursk et de Stalingrad, et face à une Europe exsangue, les USA imposèrent en juin 1944, à Bretton-Woods dans le New-Hampshire, la reconstruction du système capitaliste mondial, mais uniquement fondé sur leur propre richesse industrielle et financière. Ils ressuscitèrent le système de l'étalon-or mais en y adjoignant cette fois le seul dollar comme monnaie de réserve, l'Angleterre et la livre sterling étant sorties moribondes de la guerre.

Il faut dire que la guerre de 1940 fut une considérable source d'enrichissement pour les USA : pendant toute la durée des hostilités, c'est en or qu'ils exigeaient le paiement des armes qu'ils vendaient aux belligérants. Ils en profitèrent, à la fin du conflit, pour mettre la main sur tout l'or des banques allemandes, à titre, une nouvelle fois, de «réparations de guerre». Autrement dit, une masse de 30 000 tonnes d'or récupérés en Europe fut purement et simplement considérée comme un butin de guerre.

L'or de l'Allemagne et celui que la FED possédait déjà ont donc servi de couverture au dollar et ont largement contribué à sa valorisation et à sa consolidation comme monnaie de réserve, bien qu'il soit toujours demeuré la monnaie privée des banquiers possesseurs de la FED. Bretton-Woods marque le début du règne du Roi-Dollar qui dura sans partage jusqu'à la fin des années 1960. Ce fut néanmoins une naissance prudente. En effet, il existait encore quelques garde-fous. Ainsi la valeur du dollar était définie par rapport à l'or : elle était 35 \$ pour une once d'or, ce qui garantissait une stabilité et une certaine équité dans les échanges commerciaux.

De plus, les USA jouissaient alors d'une suprématie industrielle immense et possédaient à Fort Knox les plus grosses réserves d'or — 80% de l'or de la planète. De plus, leur balance commerciale était largement excédentaire et représentait 40% de la production mondiale. Le monde entier, en pleine reconstruction, achetait force biens et services américains et les dollars étaient ainsi rapatriés en grande partie. Ce système fonctionnait donc sur une suprématie monétaire et économique incontestées de Picrocholand.

À cette époque, la réserve d'or de la FED couvrait encore à peu près les sommes que les banques centrales du «Rest of the World» pouvaient réclamer. Mais la domination économique américaine a diminué progressivement du fait que les pays européens et le Japon s'étant redressés n'avaient plus importé autant de produits manufacturés du Nouveau Monde.

Comme les appétits intérieurs de l'empire s'étaient aiguisés en même temps que ceux des financiers, il fallut, afin de satisfaire les uns et les autres, faire fonctionner de plus en plus intensivement la planche à billets — métaphore qui désigne la création de monnaie par les banques sous forme de crédits divers aux particuliers et aux entreprises. Les dettes des particuliers, ajoutées à celles de l'État sous forme de dépassements budgétaires ont alors considérablement augmenté la masse de dollars en circulation.

Mais en 1965, le général de Gaulle put encore exiger le remboursement en or d'une dette de 300 millions de dollars. Cinq ans plus tard, au moment de la guerre du Vietnam, la couverture or n'était plus que de 55% et elle est tombée à 22% un an plus tard en 1971. La dernière date officielle de la couverture or aux États-Unis est le 15 août 1971. Le «Nixon Shock» a mis fin de facto au système de Bretton Woods établi en 1944.

Or, en 1971 Picrocholand avait dépensé 500 milliards de dollars dans son effort de guerre au Vietnam alors que la FED ne possédait plus qu'une faible réserve de 30 milliards de dollars en or.

Aujourd'hui, personne ne connaît la quantité d'or stockée en principe à Fort Knox... Le dollar flottant et la mise en place de l'escroquerie monétaire du millénaire par un empire devenu une puissance militaire De nombreux citoyens du Rest of the World (Reste du Monde), emboîtèrent le pas au général de Gaulle et des demandes en provenance de diverses banques centrales étrangères provoquèrent un vent de panique si bien que le 15 août 1971, acculé, le président en exercice de l'empire pirocholien, Richard Nixon, fut contraint de demander à la FED de prendre une décision en forme de coup de poker : abandonner purement et simplement la convertibilité du dollar en or.

N'ayant plus les moyens de racheter ses billets, la FED, en accord avec le pouvoir exécutif de l'empire, décida que le cours du dollar flotterait au gré de l'offre et de la demande. Cette décision signifiait :

1° – Que le dollar n'avait plus de couverture-or.

2° – Qu'il avait également perdu la garantie de l'État tout en demeurant la seule monnaie de réserve de l'État pirocholien et du reste du monde.

3° – Que l'or ayant perdu son statut de garantie, donc de monnaie de réserve, devenait une matière première ordinaire à l'égal du cuivre ou du plomb.

Ce fut le premier gigantesque coup de force d'un Picrocholand militaire, un véritable coup d'État monétaire et un coup de pied dans la fourmilière de l'économie mondiale. Il marque l'entrée d'un Picrocholand belliqueux dans l'ère ouvertement assumée d'un empire militaire.

L'interprétation élastique de la Constitution et le mépris pour les règles du droit international remplacé par des «règles» fluctuantes au gré des intérêts du pays, exterritorialité de la justice.

Extorsions, menaces, coercition, grossiers mensonges et manipulations médiatiques de l'opinion intérieure et des opinions mondiales à la source de déclenchements de guerres dévastatrices.

Afin de justifier l'attaque contre le Vietnam du Nord, Picrochole inventa une attaque, de la flotte américaine dans la baie du Tonkin. Ce fut la première manifestation spectaculaire d'un mépris pour le Reste du monde, pudiquement appelée unilatéralisme, qui allait croître et embellir au fil du temps. En effet, les États-Unis avaient décidé tout seuls, et en fonction des aléas de leur politique militaire et des contraintes économiques qu'elles leur imposaient, de changer les règles du jeu monétaire international. Le dollar, détaché d'une valeur-or stable, devint une monnaie dite flottante, c'est-à-dire à la valeur variable au gré de la demande.

Du coup, tous les biens produits par le Rest of the World et destinés à l'exportation, donc libellés en dollars, devenaient, eux aussi, des bouchons flottants. Depuis 1971, il n'existe plus de système monétaire international officiel. En effet, la décision unilatérale de l'empire entraîna ipso facto la

perte de valeur de toutes les monnaies du monde puisque les deux étalons monétaires sur lesquels elles étaient fondées s'étaient écroulés. Toutes les monnaies se sont donc mises à flotter, elles aussi. N'ayant plus, à l'instar du dollar, aucune valeur par elles-mêmes, elles sont devenues des moyens de paiement en forme de papier imprimé légal.

En conséquence, l'économie mondiale devenait un bateau sans pilote ni gouvernail et, pour continuer de filer la métaphore maritime, la hauteur des vagues sur lesquelles voguait l'économie mondiale dépendait de l'humeur des financiers et des aléas de la politique du seul État émetteur de dollars.

Cette décision impériale présentait néanmoins un immense avantage aux yeux des financiers de l'empire : sans effet désagréable sur leur propre économie, elle mettait, en revanche, toutes les autres économies mondiales à leur merci. Problème : comment faire avaler cette décision léonine au «Rest of the World» ?

Vérification de la démonstration d'Etienne de la Boétie sur la servitude volontaire

Ce grand esprit dirait aujourd'hui que l'Amérique n'est puissante que parce que nous sommes à genoux. Bien plus que sur des courbes et des équations mathématiques, l'économie repose sur la psychologie des peuples et des États. L'étalon or-dollar supposait une vertu et une rigueur économiques séraphiques et surhumaines de la part de l'État dont la monnaie-papier devenait l'équivalent de la référence-or et qui se trouvait donc être à la fois juge et partie dans la compétition économique.

Quant aux États utilisateurs du dollar-étalon, ils devaient soit manifester une allégeance aveugle à l'empire et accepter une soumission passive à ses décisions, soit croire en l'existence d'un État à la vertu miraculeuse qui n'aurait jamais la moindre tentation de créer fictivement de la monnaie et d'arrondir ses fins de mois en achetant au Reste du Monde beaucoup plus de marchandises et d'équipements divers que ce qu'il aurait pu le faire grâce à la richesse réelle produite par son économie propre.

Mais l'histoire révèle que rien n'est plus facile à imposer qu'un miracle, comme le prouvent les dogmes des diverses religions de la planète. Et le miracle, somme toute modeste par rapport à ceux véhiculés par les croyances que l'empire a réussi à répandre, fut la croyance en sa vertu, en son honnêteté et en son désir d'agir pour le bien de l'humanité. De plus l'irrationalité de ce qu'on appelle «les marchés financiers» n'est plus à démontrer, surtout lorsqu'on leur présente l'appât de bénéfices immédiats.

Avec le dollar flottant et l'exterritorialité des «règles», Picrocholand pouvait imposer des «sanctions» et exiger de lourdes amendes. Ainsi, la banque française BNP fut assommée d'une amende de 8 milliards de dollars pour avoir osé commercer avec petit État de la Corne de l'Afrique qui déplaisait à l'empire. Toutes les digues étaient rompues et, comme le disait le sapeur Camenbert, *«quand les bornes sont franchies, il n'y a plus de limites»*. Picrocholand pouvait dorénavant créer autant de monnaie que le supporterait son prestige militaire et celui de son économie. Sans couverture officielle, ce n'était rien d'autre que de la fausse monnaie, ou monnaie de singe et saccager impunément les économies concurrentes.

C'est bien ce qui est arrivé, puisque depuis 1971, la richesse produite par l'économie de l'empire a quadruplé, alors que la masse monétaire qu'il a déversée sur le globe a été multipliée par quarante.

Les dirigeants des banlieues du Rest of the World ont beau être d'un naturel crédule et soumis, notamment les Européens, et bér d'admiration devant leurs «libérateurs» de 1944, il n'aurait peut-être pas été si facile d'inciter leurs banques centrales à continuer d'accorder au dollar flottant, donc devenu aussi consistant qu'un caramel mou, un statut privilégié et à utiliser ce pseudo étalon comme monnaie unique des échanges entre eux et comme monnaie de réserve de leurs propres banques centrales. Le mark allemand et le franc suisse jouissaient m à la

psychologie des peuples.

7 – L'invention du pétrodollar et la complicité de la maison des Saoud

C'est là qu'intervient la soif de pétrole de l'empire. Le pétrole, hier comme aujourd'hui, n'est pas un produit ordinaire. Il est le moteur de toute l'économie moderne et la condition de son existence. Ce que les États-Unis ne pouvaient plus faire avec la seule arme d'un dollar affaibli, ils tenteront de le réaliser par l'alliance du dollar avec le pétrole. L'opération connut une belle réussite pendant trente ans.

Pour cela, il leur fallait un comparse complaisant — un complice — qui trouverait également son propre intérêt dans cette alliance. Ce fut le royaume de la famille Saoud, appelé Arabie saoudite qui accepta de jouer ce rôle. Le cadeau sans prix que le royaume saoudien fit à l'Amérique au début des années 1970, en échange d'une «protection militaire» et de divers «avantages économiques», fut de libeller et de vendre son pétrole exclusivement en dollars.

Comme il s'agissait du plus gros producteur et du membre le plus influent de l'OPEP, les autres monarchies du Golfe, en bons moutons de Panurge pro-américains, suivirent le mouvement, si bien que l'habitude, puis une sorte de loi tacite s'imposèrent : pour acheter du pétrole, il fallait des dollars. Et pour obtenir des dollars, il fallait, soit acheter des produits américains, ce qui dopait l'industrie de l'empire et procédait en quelque sorte au blanchiment d'une monnaie fictive créée par un simple jeu d'écriture — une variante d'un «argent sale» comme il est démontré ci-dessus — soit n'utiliser que les dollars dans les échanges internes entre tous les autres États de la planète.

On faisait ainsi entrer dans un circuit commercial classique à l'extérieur des USA des billets de banque qui, à l'origine étaient simplement du papier imprimé. Du coup, une monnaie fictive créée ex-nihilo par des institutions financières privées de l'empire, trouvait par la magie de ce mécanisme un statut officiel de monnaie réelle qui permettait donc d'acheter des biens réels.

Comme cette masse flottante de monnaie circulait en dehors de l'État émetteur puisque, de fil en aiguille, elle était devenue l'étalon international des échanges de toutes les marchandises, la créance n'était jamais présentée au débiteur. Celui-ci pouvait d'autant mieux continuer à créer de la monnaie que la demande de pétrole était de plus en plus importante. La quantité de monnaie augmentait donc parallèlement à l'augmentation de la demande de pétrole dans le monde.

Ainsi la monnaie privée des financiers de la FED est devenue, de fil en aiguille, la monnaie mondiale dominante : 75% de la monnaie mondiale étaient des dollars. De plus, tantôt par des pressions, tantôt par des menaces, tantôt par suivisme, lâcheté, indifférence ou ignorance des utilisateurs, les dollars représentaient 80% des fonds détenus par les banques.

C'était le jackpot. Le niveau de vie de Picrocholand faisait saliver d'envie les habitants du reste de l'univers. Ce pays construisait et entassait les armes les plus coûteuses, il construisait des flottes de navires marchands, des armadas de sous-marins, de porte-avions, de destroyers, de corvettes qui sillonnaient toutes les mers du globe, des escadrilles innombrables d'aéronefs furtifs, bombinants et percutants. Picrocholand a siphonné sans relâche ses propres réserves d'hydrocarbures et achetait maintenant avec sa fausse monnaie du pétrole et du gaz à gogo, consommait, gaspillait l'énergie sans le moindre souci d'économie, faisant fi des mines déconfites des Rowiens les pénuries à venir.

Les entreprises et les établissements financiers de cet État miraculeux, le nez au vent à la recherche de l'affaire juteuse, achetaient partout où c'était loisible, des stocks de matières premières, des immeubles, des sociétés, des secteurs entiers dans lesquels elles possédaient un quasi monopole : télécommunications, presse, télévision, cuivre, zinc, or, uranium, agroalimentaire, semences transgéniques, sucre, cacao, bananes, café.

L'empire achetait, corrompait, soudoyait, menaçait sous couvert d'aide au développement, des industriels, des ministres, des chefs d'États et des gouvernements entiers ainsi que toute personne ou organisme dont l'activité pouvait favoriser ses profits. Ainsi, les Picrocholiens avaient soutenu et souvent mis en place toutes les dictatures militaires apparues dans le monde depuis Seconde Guerre mondiale — et donc dévouées corps et âme à l'empire — en Indonésie, en Grèce, en Uruguay, au Brésil, au Paraguay, en Haïti, en Turquie, aux Philippines, au Guatemala, au Salvador, et personne n'a oublié leur action particulièrement horripilante au Chili en 1973.

Et les dollars valsaient, et les Picrocholiens riaient et se gavaient tandis que le Reste du monde, le moral en berne, bavait d'envie. Sur le chemin de ronde de la forteresse de papier monnaie, les habitants du Rest of the World voyaient déambuler fièrement, nez au vent, des Picrocholiens arrogants et repus. Ils les entendaient railler narquoisement les Rowiens pour la pauvreté de leurs Universités, la médiocrité de leur armement, la gestion minable de leurs économies, l'indigence de leur programme spatial. Ils devinaient que les Picrocholiens tournaient en dérision les lourdauds chaussés de semelles de plomb qui se traînaient dans la fange d'un quotidien laborieux pendant qu'en athlètes aux pieds agiles ils galopèrent en tête dans le délectable marathon de la piraterie intercontinentale appelée mondialisation.

Picrochole repart en guerre pour imposer le dollar à des récalcitrants

Picrochole est vigilant. Toujours sur le pied de guerre. Après les attentats du 11 septembre 2001, Picrocholand déclara officiellement la «guerre au terrorisme» et déclencha, après la Grenade, la seule victoire éclatante de l'empire, une guerre sanglante au cœur de l'Europe.

L'ensemble yougoslave fut tronçonné en de multiples étaticules et le plus important d'entre eux, la Serbie fut rabotée de sa province originelle, le Kosovo, pour être offerte à des groupes maffieux qui veillaient sur la gigantesque base de Camp Bosteel construite à l'arrivée du pipeline des champs pétrolifères de la Caspienne. Son dirigeant fut kidnappé, jugé, condamné et emprisonné par un organisme sis chez les Bataves censé juger les crimes de guerres mais qui n'a réussi qu'à s'appliquer à la Yougoslavie et à des dirigeants africains. M.Milocevic son président fut innocenté des accusations de la CPI ... après sa mort en prison.

Deux guerres particulièrement dévastatrices ravagèrent deux États prospères, producteurs de pétrole, l'Irak et la Libye. Leurs dirigeants — Saddam Hussein et le Colonel Khadafi furent accusés de fabriquer et de posséder des stocks d'armes de destruction massive prohibées, nucléaires, chimiques et des barils d'armes biologiques. Tout le monde a pu voir l'image du Général Colin Powell brandissant dans le cadre de l'ONU, une fiole censée contenir des venimeux bacilles d'Anthrax trouvés par la CIA en Irak.

Derrière ces fariboles inventées, la véritable cause de la guerre destructrice imposée à l'Irak et le péché impardonnable de son dirigeant furent de vouloir vendre son pétrole en euros cherchant à contourner le pétrodollar.

Quant au péché du Colonel Khadafi, il fut d'avoir voulu imposer un dinar-or c'est-à-dire une monnaie panafricaine adossée à l'or pour concurrencer le dollar et proposer une alternative au franc CFA. Le dinar-or, indique Wikipédia, était une ancienne monnaie introduite par la dynastie des Omeyyades, en 696-697 sous le règne du calife Abd Al-Malik.

La France s'est abstenue de participer à la guerre qui a détruit l'Irak et provoqué l'abjecte pendaison hollywoodienne de son dirigeant, afin que nul n'en ignore. En revanche le président Nicolas Sarkozy, cornaqué par l'inénarrable et omniprésent Bernard Henri Lévy, alias Botul, avaient activement participé à la destruction de la Libye et à l'assassinat de son dirigeant dans des conditions ignobles.

Le nouveau Picrochole qui règne sur l'USland a suivi le même chemin. Au cours d'une opération hollywoodienne classique, la nuit, après avoir réussi à corrompre la garde personnelle et à assassiner les résistants, un groupe militaro-barbouzard a enlevé le président du Venezuela, M

Nicolas Maduro et son épouse, désormais affublés de casaques jaunes et emprisonnés sans jugement à New York. Picrochole s'est immédiatement proclamé propriétaire des immenses réserves de pétrole du pays.

Ce succès lui ayant quelque peu troublé l'entendement, Picrochole a cru pouvoir répéter l'opération sans risques, aidé par son complice, le génocidaire de Gaza, en bombardant sauvagement, en pleines «discussions de paix», un autre État producteur de pétrole, l'Iran, en invoquant l'immense désir des agressés d'être libérés de la tyrannie religieuse par les missiles démocratiques, lesquels s'étaient illustrés en rasant des infrastructures civiles, notamment une école de fillettes. La quarantaine de cadavres d'enfants était le prélude à un changement de régime et à une main mise sur le pétrole.

Picrocholand était coutumier de ce genre d'exploit puisqu'une antépénultième ministre des Affaires étrangères, Mme Madeleine Albright, répondant en 1996 à la question d'une journaliste sur la mort de 500 000 enfants en Irak du fait de la guerre et des sanctions, donc davantage qu'à Hiroshima. *«Le jeu en valait-il la chandelle ?»* Mme Albright avait claironné : *«Nous pensons que le prix en valait la peine»*.

S'attaquer à l'empire perse pourrait bien avoir été l'ultime mauvaise idée de Picrocholand.

Le bord du gouffre et le dérapage avant la chute

Déjà quelques glissades dangereuses avaient donné des sueurs froides aux plus prudents et aux plus perspicaces, hantés par le crash de 1929 et une répétition en 2008. Une crainte de plus en plus perceptible commençait à troubler les institutions monétaires du Rest of the World de ce qu'à force de creuser le trou des déficits et des dettes, une gigantesque implosion finisse par ébranler la planète.

La panique devant un 11 septembre 2001 financier — ô combien plus catastrophique pour l'économie mondiale que l'écroulement, plus ou moins accompagné officiellement des deux tours jumelles du WTC et de la voisine qui leur faisait face et qui n'ayant pas même été effleurée, s'est visiblement effondrée par compassion — préoccupait de plus en plus d'esprits pendant que la fête battait son plein sur les ponts du Titanic et que l'euphorie régnait chez les boursiers.

En effet, deux événements majeurs sont venus troubler le jeu de cartes des magiciens du dollar flottant : la naissance d'une monnaie commune européenne, l'euro, et la fin de la publication régulière de l'agrégat M3 qui révélait au monde entier l'importance de la gloutonnerie dépensière de l'empire.

Car il existait une dernière petite butée rassurante pour les utilisateurs du dollar avant la chute dans l'abîme : toutes les données monétaires disponibles étaient publiques, aussi bien les liquidités — pièces, billets, comptes courants, livrets, comptes épargne, sicav — que l'ensemble des moyens de paiement. Les monétaristes les désignent sous le nom d'«agrégats» et les ont classés en quatre types : M0, M1, M2 et M3. Le plus important de ces agrégats est le M3 parce qu'il contient les précédents. C'est celui qui nous intéresse car c'est celui qui pilote la politique monétaire globale. Il est l'indicateur le plus fiable de la quantité totale de dollars en circulation à l'intérieur des USA et dans le monde. Il permettait donc de calculer le rapport entre la richesse réelle de l'État et son train de vie.

Accueillie d'abord prudemment, cette météorite creusa néanmoins un gros cratère dans les sables bitumineux du pétro-dollar et remit en cause la superbe construction monétaire qui avait imposé au monde l'utilisation d'un dollar même flottant et dévalué comme seule monnaie de réserve au bénéfice de l'économie des USA.

Mais le coup de grâce vint de l'intérieur même du système. Le 23 mars 2006 un événement capital se produisit dans l'histoire économique-monétaire de la planète, dont la presse quotidienne, le nez sur le guidon du quotidien et complètement myope, n'a pas tout de suite

mesuré l'importance : la décision de la Réserve fédérale de l'empire américain (FED), émettrice privée des dollars, d'arrêter la publication de l'agrégat monétaire M3 ainsi que la parution de divers autres indicateurs secondaires qui, par des moyens détournés permettaient aux autres États de la planète de se faire une idée globale de la masse monétaire en circulation.

Continuant de collationner les données, le cartel de banques privées composant la FED rompait le contrat de confiance qui le liait aux utilisateurs de sa monnaie, et gardait pour son usage exclusif les données recueillies, considérant avec le mépris et l'indifférence propres à l'empire, que les banques centrales et les citoyens du Reste du Monde n'avaient qu'à se débrouiller dans le brouillard ou à faire aveuglément confiance aux maîtres du monde, c'est-à-dire aux financiers de la FED.

En réalité, il s'agissait d'une opération de camouflage honteux d'une dette exponentielle, officiellement évaluée à 8000 milliards de dollars, mais qui serait en fait de 42 000 milliards — et même de 55 000 milliards selon d'autres calculs — si l'on y intégrait les dépenses de santé et les retraites, ce qui représentait de dix-huit à plus de vingt fois le budget annuel de ce pays.

Si un particulier doit deux mille euros à une banque, c'est un problème pour lui, mais s'il doit deux millions d'euros à cette même banque, c'est un problème pour la banque. La situation est transposable à la dette américaine, dont le montant colossal des dettes privées et publiques continuant d'augmenter dans le plus grand secret, ne sera évidemment jamais remboursé et constituera à l'avenir un problème majeur pour tous les États de la planète.

Quid du comportement à venir des pays qui détiennent de pleins coffres de créances en dollars ? Quid de l'avenir de l'économie de l'empire ? Mais surtout, quid de l'économie des autres pays des autres pays de la planète ? Quel sera l'avenir de l'euro ? Quid de l'avenir des BRICS ?

On peut, au sujet de la situation monétaire actuelle, appliquer à l'empire picrochlien fondé sur la peur et la violence, donc la coercition et la guerre, la métaphore qui rappelle que la roche tarpéienne est proche du Capitole. Il n'est pas nécessaire d'être un grand prophète pour affirmer avec une quasi certitude que le Capitole américain penche dangereusement, qu'il est sur le point de s'effondrer et de s'écraser dans le gouffre de la dette et de la gloutonnerie impériales comme la traîtresse Tarpeia s'était écrasé dans le gouffre qui s'étendait au pied de la roche à laquelle le Capitole des Romains était adossé et du haut de laquelle elle avait été précipitée, donnant son nom au célèbre rocher.

Seule la date précise reste à déterminer, même si les financiers de Wall Street susurrent que la chute sera assez lente et qu'ils maîtrisent la situation. Il est d'autant plus important d'éviter une panique dévastatrice qu'ils espèrent avoir le temps de mettre leurs billes à l'abri et de trouver un stratagème afin d'obliger le Reste du Monde à assumer les conséquences du fardeau de leur dette. Traduit en langage de l'empire cela donne : *«La FED espère un atterrissage en douceur de l'économie américaine...»*

Les privilèges monétaires dont jouit l'empire depuis 1945 étaient les sources de sa puissance et de son expansion. Ils sont si faramineux qu'on devine que les USA sont prêts à tout pour en assurer la pérennisation. Les guerres récentes de l'empire, qu'elles soient directes ou masquées, ont toutes eu pour objectif l'élimination ou la soumission des dirigeants qui ont cru pouvoir s'affranchir de la truanderie financière américaine, le tout sous le masque de la vertu démocratique.

Aujourd'hui, l'objectif affiché demeure le démantèlement des BRICS. La Russie a résisté aux assauts de Wall Street. Après quelques soubresauts, la Chine a retrouvé sa pugnacité. L'empire s'est donc tourné vers l'armée des compradores brésiliens et indiens afin de fomenter une de ces révolutions colorées dont il a le secret.

Mais ces manœuvres plus ou moins barbouzardes ne sauveront pas le dollar d'un déclin déjà largement commencé.

En attendant l'apocalypse !

[Aline de Diéguez](#)

[1ère partie](#)